



Valeurs de la République
et **Laïcité**



Tarn-et-Garonne : plan de déploiement des valeurs de la république : réseau des formateurs habilités de niveau 2

Madame, monsieur,

Vous avez été habilité comme formateur(trice) dans le cadre du plan national de formation sur les valeurs de la République.

Il s'agit maintenant de respecter vos engagements et d'enclencher la troisième phase de ce plan en organisant des formations de deux jours auprès des professionnels de terrain.

Le CGET recommande un travail par **binômes interinstitutionnels**. C'est-à-dire qu'il vous appartient de faire équipe avec des formateurs qui ne sont pas seulement issus de votre structure d'origine et de développer ces formations de niveau 3 pour des publics qui ne sont pas systématiquement votre cible directe d'action.

En effet, la République en acte, c'est montrer que l'Etat fait corps avec les collectivités, les associations et les institutions sur le partage des valeurs communes et non négociables de notre République, c'est montrer que la République est une et indivisible, laïque et sociale, c'est construire une digue républicaine contre les discriminations, les attaques et les solutions dangereuses qui peuvent être proposées en rupture totale avec nos valeurs, notre modèle social. C'est la volonté de ce Comité interministériel sur l'égalité et la citoyenneté : casser les carcans et les frontières administratives.

Face à cette nouvelle approche, qui vous désigne comme référent formateur national de niveau 2 pour tout type de public, ayant aussi un accès direct à la base nationale de ressources questions/réponses animée par une juriste dédiée, nous avons souhaité proposer un cadre départemental de reconnaissance et de soutien de votre action : celui du conseil départemental de prévention de la délinquance et de lutte contre la radicalisation (CDPDR). En effet, cette instance, présidée par le préfet et co présidée par la procureure de la République et le président du conseil départemental, regroupe en son sein 60 membres, tous engagés directement dans la déclinaison quotidienne des valeurs de la République.

Nous avons demandé à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de Tarn-et-Garonne de bien vouloir coordonner, en lien avec le réseau qu'elle anime déjà avec la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et deux associations départementales (la Ligue de l'enseignement et les Francas), un espace d'échange et de regroupement dédié aux formateurs de niveau 2 qui sont et seront habilités dans le département.

A Montauban, le 13 janvier 2017,

Le préfet

Pierre Besnard

La procureure de la République

Marie-Alix Cabot-Chaumeton

Le président du conseil départemental

ou son représentant

Christian Astruc